

Direction Inspection Contrôle Audit

Dijon, le 06/05/2024

Le directeur général de l'agence régionale de santé  
à

Madame la présidente de la SAS SEDNA France  
222 avenue de l'Argensol  
84 100 ORANGE

RAR N° 2C 182 939 7441 0

**Objet : notification des mesures définitives suite au contrôle sur pièces réalisé au titre des articles L313- 13 et suivants du code de l'action sociale et des familles – N° FINESS 71 078 531 2– EHPAD NOTRE DAME DE MARLOUX - MELLECEY**

**PJ : - Tableau des mesures définitives  
- Tableau de suivi RH**

A la suite du contrôle sur pièces de l'établissement visé en objet dont vous assurez la gestion, je vous ai adressé, par lettre du 21 août 2023, les mesures correctives envisagées ainsi que le rapport de la mission de contrôle afin de vous aider à restaurer au sein de votre établissement les conditions d'installation, d'organisation et de fonctionnement garantissant la qualité et la sécurité des prises en charge de vos résident(e)s.

Dans le cadre de la procédure contradictoire et en application des articles L121-1 et L122-1 du code des relations entre le public et l'administration, un délai de 15 jours vous a été accordé afin de pouvoir apporter des éléments de réponse aux prescriptions envisagées et vos commentaires éventuels sur le rapport.

J'accuse réception de votre réponse en date du 11 septembre 2023, ainsi que des pièces jointes à cette dernière.

A la suite de l'analyse de ces éléments de réponse que vous avez portés à ma connaissance et conformément à ce que je vous annonçais dans ma lettre du 21 août 2023, je vous notifie les mesures

ARS Bourgogne-Franche-Comté  
Le Diapason, 2 Place des Savoirs, CS 73535, 21035 Dijon cedex  
Tél. : 0808 807 107 - Site : [www.bourgogne-franche-comte.ars.sante.fr](http://www.bourgogne-franche-comte.ars.sante.fr)



définitives relatives aux prescriptions. Elles sont rassemblées dans le tableau joint en annexe et classées par ordre de priorité.

J'appelle votre attention sur l'importance d'assurer la mise en œuvre et la prise en compte dans votre établissement de ces mesures. Ces dernières feront l'objet d'un suivi par mes services et plus

Par ailleurs et afin de renforcer les conditions d'un accompagnement de proximité entre mes services et la direction de votre établissement, je vous remercie de bien vouloir compléter le fichier « tableau suivi RH » en pièce jointe. Ce dernier permettra d'assurer un suivi spécifique sur la thématique des ressources humaines de votre établissement et d'apprécier la stabilité de ses équipes soignantes.

Il sera à adresser (en format Excel) à la chargée de mission ARS susmentionnée, en charge du suivi, à 6 mois à compter de la réception du présent courrier.

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois :

- d'un recours gracieux à mon attention,
- d'un recours hiérarchique auprès de la Ministre du travail, de la santé et des solidarités,
- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Dijon. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>

Le directeur général,



Copies à :

Madame la directrice  
EHPAD NOTRE DAME DE MARLOUX  
RUE AUTUN  
71 640 MELLECEY

Monsieur le président  
Conseil départemental de Saône-et-Loire  
Hôtel du département  
Rue de Lingendes  
71023 MÂCON CEDEX 9

	Tableau des mesures préventives
1. Identification des risques	2. Analyse des risques
3. Évaluation des risques	4. Mise en œuvre des mesures de prévention
5. Surveillance et maintenance	6. Formation et sensibilisation
7. Documentation	8. Révision et amélioration continue

other resources

Affiliate account page

SOPAD NOSTRE DAPLE DE PARLON

## THE ALPHAS

71642

Continue: MILECEV

N°	Libellé	Fondement juridique	Délai	Éléments de preuve à fournir	Référence rapport EJK	Levée O/N/Abandonnée	Date de la levée	Observations
1	Rechercher et déposer (d'un temps complémentaire de médecin coordonnateur afin d'anticiper l'ETP réglementaire requis au regard de la capacité de l'EHPAD (5,6 ETP)) et dans l'attente, proposer une solution alternative permettant de pallier ce déficit de temps.	Article D312-158 du CASP	6 mois	Actions mises en œuvre Publication d'offres d'emploi Contrat de travail Avenant au contrat de travail du médecin coordonnateur Autres modalités d'intervention proposées	E3	N		La mission prend bonne note de la réponse de la structure indiquant que le médecin coordonnateur, en poste actuellement sur [REDACTED] Elle indique vouloir entreprendre une réflexion quant à la mise en place d'une nouvelle organisation, afin de pallier les 0,20 ETP manquants. La mission rappelle que le temps de présence requis au regard de la capacité est de 0,6 ETP au sein de l'EHPAD. Par conséquent, elle est en attente de la publication de l'offre d'emploi pour pallier les 0,20 ETP manquants. En l'attente de propositions d'actions concrètes et formalisées à mettre en œuvre, la prescription n° 1 est maintenue et notifiée.
2	Initier et s'assurer de l'engagement du médecin coordonnateur dans une démarche visant à acquiescer l'une des qualifications exigée par la réglementation.	Article D312-167 du CASP	6 mois	Preuve de l'inscription ou qualification requise.	E4	Abandonnée		La mission prend acte des précisions apportées par la structure concernant la qualification du médecin coordonnateur, étant précisé que ce dernier a suivi un DU gériatrie. La structure a transmis les attestations concernant les 6 modules du DU : - Séminaire pédagogique et pratique gériatrique médicale (hors le personnel âgé) - 10/2018 - Connaître et pratiquer l'évaluation gériatrique et gériatologique - 03/2018 - Gériatrie et soins de la personne âgée - de la phase précoce à la fin de vie - 04/2018 - Repérage de la fragilité de la personne âgée - 05/2021 - Soigner à domicile les personnes en fin de vie - 06/2021 - Evaluation de l'impact de la personne âgée - 03/2022 Et également, elle précise que dans le contenu du DU gériatrie, le médecin a également réalisé un mémoire en 2012 (étude nutritionnelle comparative). La prescription n° 2 n'est pas notifiée.
3	Renforcer l'organisation des soins afin de garantir des prestations individualisées et réalisées au sein de l'établissement par des équipes pluridisciplinaires qualifiées : - en évaluant à travers la maquette organisationnelle, le besoin en ressources humaines qualifiées en matière d'AS (ETP) ciblé pour accompagner les résidents ; - en assurant un suivi de la maquette organisationnelle pour optimiser les ressources existantes en lien avec l'ETP ciblé ; - en limitant la rotation du personnel soignant ; - en disposant d'un personnel qualifié, ayant une connaissance de la structure et des résidents ; - en y assurant de la détection effective des diplômés par les personnels pour tout recrutement, y compris en CDD.	Article L311-3 du CASP Article L312-11 et 4 du CASP Article D312-155-0 du CASP	6 mois	Maquette organisationnelle actualisée Plan d'actions faisant apparaître les différents leviers actuels, les délais et les réalisations pour attirer, stabiliser et fidéliser le personnel soignant	E2 E6 E1	N		La mission prend note de la réponse de la structure apportant quelques précisions quant à la mise en place d'actions pour renforcer l'attractivité de l'établissement, faciliter les recrutements et remplacements et accompagner l'intégration : - utilisation de la pédagogie de recrutement (affichage vidéo) - utilisation de la plateforme R2D32 en mise-emploi (admission au 1er choix) - Partenariat avec l'IRD et HAS - Partenariat avec plusieurs autres des programmes (plan santé, accueil de professionnels en reconversion pour usage d'immersion) - Rencontres au sein de l'équipe - Participation au programme d'accompagnement des établissements médico sociaux du conseil départemental 77 pour travailler sur l'impact des établissements - Rencontres aux journées du gériatrie départementale - Partenariat avec une équipe de management pour réaliser de travail de fin d'études en lien de stratégie organisationnelle - Accompagnement de l'ADP de la structure de l'établissement - Recrutement de 2 infirmières avec accompagnement en formation et projet d'ADP - Formation de 2 ASG en cours - Formation d'un ASG en recrutement CDD en cours - Formation en DU management de l'ADP, santé - Régénération des postes selon organisation (hors ASG) en 2024 Et également un travail est envisagé pour revoir la maquette organisationnelle. La prescription n° 3 est maintenue et notifiée. La mission reste en l'attente de : - la maquette organisationnelle révisée - de la transmission d'un véritable plan d'actions faisant apparaître les différents leviers actuels ; les délais et les réalisations pour attirer, stabiliser et fidéliser le personnel soignant manquant ([REDACTED]) - de la transmission des diplômés manquant des personnels en poste au 01/01/2024 (CDD et CDE).
4	Demande à l'entreprise des personnels infirmiers en poste (y compris en CDD) de l'inscrire et/ou de mettre à jour leur inscription au tableau de l'ordre infirmier et s'assurer de l'effectivité de cette inscription.	Article 14211 RS du CSP	1 mois	Liste des infirmiers en poste au 1er juillet 2023 N° d'inscription et preuve d'inscription au-delà de la mise à jour de l'inscription au tableau de l'ordre	E5	Abandonnée		La mission prend bonne note de la réponse de la structure indiquant avoir ajouté ce point au processus de recrutement, afin que soit demandé systématiquement la justification de l'inscription des infirmiers à l'ORDI. La mission prend acte de la transmission de la liste des infirmiers présents au 01/07/2023, ainsi que du numéro d'inscription. La prescription n°4 n'est pas notifiée.

**Tableau des mesures définitives**  
**Prescriptions**

Date de mise à jour des mesures : 18/04/2024  
Affaire suivie par : [REDACTED]

Nom d'établissement : SHPAD NOTRE DAME DE MARLENGE  
Adresse : RUE ALFURE  
Code postal : 71640  
Commune : BELLECEY

Prescriptions									
N°	2	Libellé	Fondement juridique	Délai	Eléments de preuve à fournir	Référence rapport EJR	Levée O/N/ Abandonnée	Date de la levée	Observations
3		Mettre le règlement intérieur en conformité avec les évolutions législatives issues de la loi n°2023-401 du 21 mars 2022 visant à améliorer la protection des lanceurs d'alerte et mettre en place une procédure interne de signalement des alertes.	Article L313-24 du CASP	3 mois	Règlement intérieur modifié et validé par les instances compétentes de l'organisme gestionnaire	T1	Abandonnée		<p>La mission prend note de la réponse du gestionnaire indiquant que la charte relative aux lanceurs d'alerte est en place depuis le 2002/2023. Elle est annexée au règlement de fonctionnement. Elle est remise à chaque salarié comme éménagement.</p> <p>Le gestionnaire précise également que l'information a été donnée lors d'une réunion CSE du 24/03/2023.</p> <p>La procédure de lancement d'alerte est indiquée en annexe de la charte en page 11.</p> <p>Le procès verbal du CSE du 24/03/2023 relevant de la charte relative aux lanceurs d'alerte est joint.</p> <p>Elle accuse ainsi réception de la procédure de traitement interne des signalements de lanceur d'alerte qui intègre bien les dispositions relatives aux obligations des salariés en cas de signalement de harcèlement ou de maltraitance ainsi qu'à leur protection.</p> <p><b>La prescription n° 3 n'est pas notifiée.</b></p>

Tableau des mesures définitives  
Recommandations

Date de mise à jour des mesures : 10/04/2024  
Affaire suivie par :

Nom établissement : EHPAD NOTRE DAME DE MARLOUX  
Adresse : RUE AUTUN  
Code postal : 71640  
Commune : MELLECEY

Recommandations				
Nb	0	Libellé	Référentiel de bonnes pratiques	Référence rapport E/R